

n°368 18/09/2013 2€50

# Rouge & Vert

LE JOURNAL DES ALTERNATIFS

## Faire reculer le Front National



# Marseille solidaire CONTRE l'extrême droite

Le 14 septembre, le collectif *Marseille solidaire contre l'extrême droite* organisait une manifestation anti-FN pour protester contre la tenue de l'université d'été du FN dans cette ville. Alors que ce parti affichait clairement ses prétentions pour les municipales à grand renfort médiatique, quelques milliers de personnes ont défilé entre le Vieux-Port et la place Castellane pour rappeler le danger des idées du FN et ses liens intrinsèques avec la galaxie de l'extrême droite qui a tué Clément Méric le 5 juin.

Cette manifestation concluait une semaine d'activités antifascistes. La participation était modeste pour une ville susceptible de mobiliser plus fortement dans certaines occasions. Elle regroupait essentiellement des militant-e-s antifascistes et on relevait l'absence notable de jeunes des quartiers de la ville.

Dans le cortège composé de trois blocs, les organisations syndicales étaient en tête : Solidaires (le syndicat le plus représenté) précédait la FSU et la CGT. Ensuite, le cortège le plus fourni était composé de militant-e-s antifa (dont certain-e-s étaient venu-e-s de Paris), dans lequel on retrouvait des militant-e-s d'Alternative libertaire, de la CNT, de la CNT-SO et des mouvements de la lutte contre l'homophobie.

Enfin, les organisations politiques fermaient la marche avec notamment le NPA en tête (le cortège politique le plus important) précédait des petits cortèges de militant-e-s de la Gauche révolutionnaire, d'EELV, du PCF, du PG, de la GA. Quelques militant-e-s des Alternatifs avaient également fait le déplacement des Alpes-Maritimes, d'Ardèche et de Savoie.

Pour cette manifestation importante, seuls Solidaires et le NPA étaient représentés par des responsables nationaux : Christine Poupin, Porte parole du NPA, Catherine Lebrun et Christian Mahieux pour le secrétariat national de Solidaires. Quelques figures marseillaises du PS ont également fait un bref passage dans cette manifestation.

Si le FN et ses idées ne se combattent pas uniquement dans la rue, il est également important de les contester dans la rue, encore et toujours... La lutte antifasciste ne devrait pas se limiter aux mouvements spécifiques, à la gauche radicale et à la gauche syndicale, elle doit demeurer une priorité sur les lieux de travail, dans les quartiers, etc. et concerner l'ensemble des organisations de la gauche. ■

Correspondant

## LANGUES DES RÉGIONS :

Mercredi 11 septembre, les députés européens réunis en plénière à Strasbourg se sont prononcés clairement en faveur de la diversité linguistique en approuvant le rapport pour les langues menacées rédigé par François Alfonsi, eurodéputé corse.

Ce rapport prône, au niveau de l'Union Européenne comme dans les Etats membres, le

déploiement de politiques ambitieuses et volontaristes de revitalisation des langues concernées.

Il appelle en particulier les Etats membres – comme la France – qui ne l'ont pas encore fait à ratifier et mettre en œuvre la Charte Européenne des Langues Régionales et Minoritaires.

Les députés européens ont approuvé ce rapport à une

POUR QUE VIVE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE  
POUR NOUS DONNER LES MOYENS DE LA DEVELOPPE

LE DEVELOPPEMENT DE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE REPOSE SUR L'ENGAGEMENT DES ADHERENT/E/S ET DES SYMPATHISANT/E/S DES ALTERNATIFS COMME SUR L'AUGMENTATION DU NOMBRE D'ABONNEMENTS. DE NOMBREUX ABONNEMENTS A ROUGE & VERT SONT UN ENCOURAGEMENT A RENFORCER NOTRE ACTIVITE, ET NOUS EN DONNENT LES MOYENS. NOUS COMPTONS SUR TOUS

## Rouge & Vert Je m'abonne!

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Je m'abonne à «Rouge et Vert» et à la «Lettre des élu-e-s»

Je rejoins les Alternatifs en 2013

Ci-joint chèque de 50 euros à  
à l'ordre de Rouge et Vert

Merci de faire parvenir ce bulletin et le chèque à :  
Les ALTERNATIFS 40, rue de Malte 75011 Paris

40, rue de Malte 75011 Paris Courriel : [contact@alternatifs.org](mailto:contact@alternatifs.org)  
tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50

Commission paritaire n° 1013 P 11445 ISSN 1146-3961

Directeur de publication : J.J. Boislaroussie,  
Coordination et maquette : M. Colloghan

Ont collaboré à ce numéro

Ont participé à ce numéro :

Jean-Jacques BOISLAROUSSIE,  
Bruno DELLA SUDDA,  
Richar NEUVILLE,  
Claire SERRE-MOULIN  
et  
Pierre ZARKA

Édité par la SARL SECA (Société d'Édition et de Communication des Alternatifs)  
SARL au capital de 4000€ RCS Paris B448 326 835 durée : jusqu'au 28 avril 2063. Gérant : R. Mérielux

Imprimé par Expressions II :  
01 43 58 26 26

WWW.ALTERNATIFS.ORG

# FAIRE RECULER LE FRONT NATIONAL

**A**u delà des contorsions tacticiennes à Droite, entre autres après les déclarations de François Fillion, ou au PS, qui tente de faire tolérer la politique gouvernementale au nom de l'antifascisme, une mobilisation effective est indispensable contre le F.N. Et tout autant contre la contamination de pans entiers de la société par ses idées.

Cette mobilisation passe sans aucun doute par des temps forts militants et unitaires, mais plus encore par le travail quotidien des militant-e-s syndicaux, politiques, associatifs dans les entreprises et les quartiers.

Il est en effet nécessaire de combattre le rejet de l'autre, la stigmatisation de boucs émissaires, mais le combat antifasciste ne peut se limiter à un positionnement moral. L'extrême droite se nourrit de la désagrégation sociale, du règne du chacun pour soi, de l'incapacité à penser un horizon autre que la barbarie néo-libérale.

Les millions de mal-logé-e-s, de chômeurs/ses et précaires sont victimes des politiques de régression sociale, pas de l'immigration.

Faire reculer l'extrême droite c'est contribuer à l'identification de l'adversaire capitaliste, dépasser les contradictions, bien réelles, qui traversent les couches populaires dans les quartiers comme dans le monde du travail (ou de la précarité).

En France, comme ailleurs en Europe, le combat antifasciste ne peut se dissocier de celui pour une alternative sociale. ■

Rouge & Vert

## UN JUSTE DROIT.

**majorité écrasante (92%)** Sur les 700 députés qui ont pris part au vote, seulement 29 se sont abstenus et 26 ont voté contre.

**Parmi les opposants une moitié de députés français.**

Pour les Alternatifs, les combats pour l'émancipation peuvent se décliner dans toutes les langues, et la reconnaissance de droits pour des communautés linguistiques est légitime. En

France il est temps que ces droits soient garantis, dans l'Enseignement, les médias, la signalétique...

Les Alternatifs poursuivront leur engagement dans ce combat, parie intégrante d'une alternative sociale et écologique. ■

Jean-Jacques  
BOISLAROUSSIE

## Fralib : Des pas en avant

**L**es participant-e-s à la Fête de l'Humanité ont pu apprécier une production militante des Fralib : des infusions de tilleuls de Buis-les-Baronnies. Volonté des salarié-e-s mobilisé-e-s de montrer qu'ils maîtrisent toujours leur outil de production, et de renouer avec des produits naturels sans recourir aux arômes chimiques qu'utilisait le groupe Unilever. Le Rouge et le Vert en actes.

Cette initiative militante venait après le délibéré du Conseil des Prud'hommes de Marseille relatif à une demande de cinq salariés. Cette demande portait sur une demande d'indemnisation suite à la décision du groupe Unilever de ne plus payer les salaires à partir du 1er avril 2013. La majorité des salariés exige le paiement des salaires, les salariés n'étant pas à ce jour licenciés. L'initiative des cinq salariés risquait de faire contre-feu. Le tribunal a décidé de surseoir à statuer. Une décision qui va dans le sens des exigences la majorité des salariés, en attendant la décision du juge d'exécution le 15 octobre prochain.

Le combat continue, la victoire des Fralib sera la nôtre, car un exemple vaut mieux que cent discours. ■

JJB

## CONGRES DES ALTERNATIFS 9, 10 et 11 novembre à Paris

Le congrès débattera notamment du bilan de la participation des Alternatifs au Front de Gauche, de la perspective d'une force politique alternative large, des axes de travail pour les Alternatifs en 2014. Un premier cahier de débat est envoyé aux adhérent-e-s du mouvement. ■

# Révolution longue

Une contribution de Pierre Zarka

## Deux remarques préliminaires

• Après le cuisant échec des tentatives de mettre en œuvre des théories, -je pense aussi bien au modèle soviétique qu'à toute autre "isme"-, le rejet de l'illusion du *Grand soir* est présenté comme nous poussant à nous en tenir à une succession de mesures en rupture avec le capitalisme afin d'éviter les ornières du dogmatisme.

Au fur et à mesure que l'on appliquerait de telles mesures, ne parleraient-elles pas d'elles-mêmes ? Ne vaut-il pas mieux être "concrets" et s'en tenir à du pragmatisme ? D'ailleurs les mots "théorique" et "philosophique" ne sont-ils pas devenus synonymes de hors de la réalité?

L'ennui est que ce type de raisonnement n'a pas empêché la crise de s'aggraver. A cause du rapport de forces ? Soit, mais on ne fait que déplacer le problème : ce raisonnement n'a pas fait bouger le rapport de forces en faveur de la démocratisation des sociétés.

Actuellement, de multiples luttes portent des valeurs alternatives, mais, séparées les unes des autres et privées de portée globale, elles ne font pas le poids devant la déferlante libérale. Au mieux, chacun cherche "son" alternative, bien loin d'une l'alternative globale au capitalisme. Le scepticisme voire le ressentiment à l'égard de la politique telle qu'elle existe - impuissante face aux crises immenses - et la désillusion devant l'alternance sans changement est immense. Dans bien des espaces militants, un dangereux sentiment d'usure se manifeste.

• Bachelard disait que le pragmatisme ne rapprochait pas du réel. On pense souvent être *concrets en partant de l'expérience comme si c'était d'elle qu'allait découler l'intelligence des phénomènes. L'expérience de l'exploitation ferait de la classe ouvrière automatiquement une classe révolutionnaire. Faux. Elle produit d'abord du conformisme. L'expérience dessine une normalité : si je suis DEMANDEUR d'emploi, je vérifie par la pratique combien ma vie dépend du bon vouloir de « l'offreur », l'employeur. Sans outils d'analyse, l'expérience me conforte dans un rapport de dépendance.*

Il y a deux manières d'aborder la même idée. Soit on considère qu'elle se suffit à elle-même, n'entraîne aucune suite ni raisonnement. Elle n'est alors qu'une mode passagère ou au mieux, elle finit amputée. La Sécurité Sociale est construite sur la base d'une idée chère aux communistes : « *de chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins* ». Mais cette portée n'ayant pas été conceptualisée, la Sécu n'a eu aucun effet de contagion sur quoi que ce soit. Plus grave, d'en profiter sans en tirer la philosophie qui la sous-tend, l'a rendu vulnérable. On ne peut faire vivre une mesure qu'en l'inscrivant dans un principe. C'est ici qu'un travail théorique participe de la puissance des luttes immédiates. Je me situe dans une démarche autogestionnaire, ce qui élimine une logique qui repose sur des "sachants" extérieurs aux intéressés.

Si les tenants du capital sont les seuls à savoir porter un système social et économique, la lutte est inégale. On dit souvent qu'un but, une visée viendrait se greffer en bout de course, au terme d'expériences concluantes. On confond alors processus et intention. Il n'y a pas de processus sans intention. Et l'intention, vient au commencement, elle est le moyen de se guider pour élaborer des mesures en toute conscience. Même si elle est processus, on ne fait pas la Révolution par coïncidence.

### **Il n'y a de pratique autogestionnaire possible qu'en respectant la manière dont les individus peuvent s'y engager .**

Seule une très forte implication des intéressés peut pousser vers le collectif pour se donner les moyens de satisfaire ses attentes et son désir. Participer à la masse devient le moyen de la satisfaction de son Moi. Il n'y a plus de contradiction majeure entre individualité et collectivité. Le groupe exprime ce qui existait déjà mais seulement à l'état latent. Sa parole et ses actes donnent de la cohérence, de la légitimité et de la puissance à ce qui était primitivement individuel et donc ressenti de manière isolée, avec le sentiment d'impuissance que cela entraînait. Ainsi, le "Nous" est déjà en grande partie dans le "Moi". Il n'y a pas abandon de quoi que ce soit dans

le passage de l'un à l'autre. En fait, il n'y a pas à proprement parlé de "passage" de l'individuel au collectif, comme si cela supposait un saut. Le MOI et le NOUS ne sont pas deux réalités totalement distinctes dont la fusion dépendrait d'un enjambement d'inconnu.

C'est presque le parcours inverse : le NOUS révèle le MOI au grand jour. Il fait d'un désir intime une réalité sociale palpable. Le Nous est déjà contenu, mais enfoui, dans le MOI. Cet idéal devenu commun se substitue à l'idéal du Moi. Il y a une projection à la fois individuelle et collective dans quelque chose que l'on aimerait être ou vivre.

• L'engagement politique c'est rompre avec le rôle auquel la société nous assigne et investir une place qui n'est pas la sienne cela suppose le pouvoir de se projeter vers quelque chose qui n'existe pas encore. Celles et ceux qui avaient 20 ans en 68, se souviennent peut-être de cette femme noire américaine qui occupe une place assise dans un bus réservé aux blancs et refuse d'en partir. De ne pas rester à la place où la société l'assignait a été un tournant dans le mouvement noir américain. Il s'agit de défaire la " naturalité " des agencements et d'être en quête de "l'intempestif".

Il se produit ce que l'on appelle une diffraction d'identité : les ouvriers, techniciens ou employés de Fra Lib ou de Sea France restent des ouvriers, techniciens ou des employés, en même temps, leur comportement en fait des gestionnaires et des décideurs.

### **La nature du processus :**

Il est illusoire de prétendre " prévoir " le déroulement de la Révolution et toutes les conditions de cette dernière. C'est d'ailleurs ce qui, à mes yeux, rend la notion de programmation vaine. Le programme que l'on présente à la veille de chaque élection, prétend au nom du concret, combler à l'avance ce manque et de ce fait prive du besoin de devoir le combler par soi-même. Ce faisant, il permet faire l'économie de se mettre en mouvement. Il réduit de fait les citoyens à un rôle de consommateurs. D'où des expressions empruntées à ce registre : « l'offre politique ». Les électeurs choisissent, comme au salon de l'auto

ou au marché. Le programme est par essence délégataire puisqu'il annonce ce que vont construire d'autres que soi-même.

Cette médiation a une autre conséquence. Elle cloisonne les mesures. Le côté « catalogue » de tout programme peut, par le fractionnement de ses propositions, favoriser le fractionnement de la lecture suivant l'intérêt porté à telle ou telle mesure. Il n'incite pas à une construction commune. Il peut même rendre impuissant face au développement d'une culture de division parmi les dominés : les fonctionnaires y cherchent ce qui les intéresse, et ceux qui croient que les fonctionnaires sont des profiteurs n'y trouvent pas spontanément de quoi les déromper.

Même élaboré en public, le programme garderait sa dangerosité. Des mesures ô combien nécessaires mais dissociées entre elles ne dessinent aucune cohérence. Le souci d'être concret et exhaustif porté à l'excès se substitue le plus souvent à la remise en cause globale du système actuel. Or, s'il n'y a pas un au-delà du capitalisme, s'il n'y a pas de ligne de fuite, il n'y a pas de sens et il n'y a pas de vision de la société. Que reste-t-il du désir ? Que reste-t-il comme projection vers de l'inconnu ? Que devient l'esprit de l'universalisme ? Pour les psychanalystes, le désir consiste moins à atteindre son objectif- ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas de réalisations concrètes-, qu'à être continuellement en tension renouvelée vers un but, lui-même renouvelé. Un peu comme l'horizon qui recule au fur et à mesure que l'on avance mais qui nous fait voir du neuf au fur et à mesure que l'on se dirige vers lui.

Il ne s'agit pas de renoncer à des propositions précises, mais d'en faire des éléments d'illustrations des questions posées par le fonctionnement de la société. Etre devant cet espace laissé vacant encourage à sortir de soi, à dépasser le périmètre de ses pratiques quotidiennes pour se situer dans un ensemble immense et complexe qui s'appelle la société.

**Le « manque » comme moteur de mise en mouvement**

Toute notre rationalité nous pousse à avoir peur du vide. Notre culture tend à nous pousser à le combler par des réponses suffisamment solides pour que tout soit clos. Cette peur d'être en manque de réponse déjà faite, est nourrie par la fiction de la passivité et du confort, du moins par le sentiment de sécurité que cette fiction procure.

Pourtant, cette absence constitue un appel d'air, l'inconnu qui provoque l'envie d'aller au-delà du connu et rend l'effort demandé attractif. C'est cette rencontre en un point extérieur à nous mais que chacun d'entre nous a la liberté d'adapter à ses désirs qui rend possible la perspective d'un groupe en construction. Il n'y a de mouvement que s'il y a de la place libre pour ce mouvement. La différence entre le registre de la consommation qui tue le désir et celui de la citoyenneté est là. Pour prendre une image, cherchons la différence de réaction de notre part qu'induisent l'examen de la photo d'un plongeur ou un tableau ou la perception d'un spot publicitaire : c'est l'imagination du regard qui travaille dans le premier cas et le second n'entraîne que de la passivité. Nous avons besoin d'espaces laissés apparemment vides. Cela appelle un travail de l'imaginaire et ce dernier suppose que le symbole prenne une place dans cet espace laissé vacant. Symbole qui peut renvoyer aussi bien à un cliché qu'à un idéal. *Il permet de donner du sens au mouvement sans le clore.*

### **Transition ou processus ? Le « déjà là » et le « pas encore là » et l'autogestion.**

D'abord, il y a ce qui ne marche plus : par exemple, la perte de confiance dans la vie institutionnelle et les institutions représente un carrefour idéologique : « tous les mêmes » sert de terreau au FN comme il peut pousser aussi à un « faire par soi-même » porteur de potentialités transformatrices. Aujourd'hui pour ne prendre que ce seul exemple mais il y en a bien d'autres, la mise en coopérative et frappe à la porte de l'autogestion. Ce n'est pas une coïncidence mais en amont, les conditions de production et d'exploitation sont bouleversées.

Nous sommes confrontés à une nouvelle

dimension de la construction de la personnalité. Plus la part de savoir s'accroît et plus cela exige de faire des choix ; il encourage une capacité d'initiative plus grande et accroît l'aptitude aux relations sociales. L'implication de métiers différents, leur intrication, appellent une capacité nouvelle à se comprendre avec d'autres.

La subjectivité et même le psychisme sont de plus en plus mobilisés. Cela induit de plus en plus une posture participative au détriment de la simple répétition. Maîtrise et plaisir ou, si on préfère, valorisation de soi deviennent ainsi des facteurs essentiels de mobilisation des énergies et donc d'efficacité sociale. Le tout est utilisé bien sûr pour mieux alourdir le poids de l'exploitation. Nous n'en sommes plus à Chaplin et les Temps Modernes mais image d'un bloc opératoire : dans ce second cas, il vaut mieux que tous les acteurs ne fassent pas les mêmes gestes en même temps mais vivent leur individualité comme nécessaire et complémentaire.

Comment la politique pourrait échapper à ces mutations d'ordre anthropologiques ? Comment allier le « faire par soi-même » et la perspective d'un ailleurs. Il s'agit de construire une orientation, une direction vers... Et à partir de ce « vers » on peut dégager du « déjà là » le moyen de dépasser l'actuel. Or nombre de tentatives de type coopératifs ou autogestionnaire finissent dans la répétition des rapports marchands.

Si les multiples actions concrètes sur le terrain et les mesures sont indispensables, leur somme ne suffit pas à faire sens. Dans *dépassement il y a l'invitation à chercher le déjà là. Mais il y a un énorme Mais. Si le déjà là devait glisser de lui-même vers l'après capitalisme, nous n'aurions pas besoin de politique. Pour qu'il débouche sur du pas encore là positif, encore faut-il effectuer un mouvement de bascule- une rupture- vers... quoi, au juste ? Le problème avec le non existant est ... qu'il n'existe pas. On ne peut le produire que sous forme de conceptualisation. L'addition des éléments d'un ensemble ne permet pas de saisir cet ensemble. Je m'explique. Comment comprendre le pouvoir de l'eau sur le feu si on se limite au fait qu'elle résulte de l'addition de deux*

*gaz inflammable ? Je ne parle pas de savants mais de production populaire. La rupture ne part pas de rien mais sans projection vers du pas encore, rien ne se passe. Et ce pas encore n'est pas du ressort du quantitatif mais bien du fonctionnement de la société. Ne pas investir cette dimension condamne à se limiter à réclamer mais à ne jamais se considérer comme force motrice. Or le terrain que nous avons besoin de disputer au capital est celui de la capacité à faire société. Pouvoir se projeter me semble indispensable y compris pour les luttes « immédiates ». Il s'agit donc de ne pas amputer chaque question la plus précise, la plus urgente de sa dimension qui renvoie à l'organisation de la société. C'est d'ailleurs de dégager un tel sens qui peut assembler en un mouvement commun des luttes thématiques très diversifiées sans demander à qui que ce soit d'abandonner ce qui est pour lui le plus important.*

C'est cette absence de césure mentale nécessaire entre l'immédiat et l'avenir qui me fait être réticent devant la notion de transition. J'y perçois trop la notion de transition comme relevant d'une étape intermédiaire, comme si le passé, le futur et cette étape étaient figées alors que toute temporalité est un mouvement de quelque part vers ailleurs. Je lui préfère la notion de processus, qui part de ce qui frappe à la porte de ce présent mais ce présent n'a de sens que dans la mesure où l'on conçoit que les ruptures ne viennent pas seulement en fin de parcours mais sont posées dès que l'on veut se projeter dans autre chose, il s'agit d'un processus de ruptures pour répondre au déjà là : la demande de maîtrise de ce que devient l'économie du pays suite de nombreuses luttes mais on n'y répondra qu'en rupture avec ce qui provoque cette

demande. Cela nous renvoie à la conquête de ce que Gramsci appelait l'hégémonie idéologique.

Cela me conduit au fait que s'il est illusoire de vouloir prédire ce que deviendra la société en son menu, on ne peut se projeter que vers quelque chose mais ce « vers » a besoin d'être désigné au risque de ne jamais exister et de nous renvoyer à un train de mesures sans cohérences entre elles. J'ai tendance à penser que c'est depuis que l'on n'ose plus nommer le dépassement du capitalisme que les idées de ruptures ont reculé. Je dois dire que pour les militants de l'ACU, le concept de socialisme qu'il soit « éco » ou pas, ne rompt pas avec les paradigmes issus de l'histoire des dominations de classes : quelle qu'en ait été la version : social-démocratie occidentale ou soviétisme, la revendication du socialisme n'a jamais touché ni aux rapports avec l'Etat, ni au productivisme, ni au salariat comme mode de développement et n'a inclus ni la dimension écologique ni la maîtrise des temporalités dans la notion de besoin ; quant au communisme il a toujours été rangé dans l'utopie du « plus tard » ce qui est antinomique avec ma critique de la notion de transition.

Dernière interrogation : la conception de l'organisation politique. Je voudrais simplement soulever une question : l'organisation est-elle faite pour « représenter » les intéressés c'est-à-dire parler en leur nom et place ? Considérer que ses membres ont une supériorité de savoir sur les autres ? Est-elle la force transformatrice ? Ou celle-ci est-elle nécessairement composée de l'ensemble des intéressés et dès lors l'organisation ne les représente pas mais apporte des moyens de production de connaissance et d'action aux intéressés... ■

Pierre ZARKA

# SUR LA

## Finie, la crise ?

*A entendre Hollande, la courbe du chômage s'inversera à la fin de l'année ou début 2014.*

*Une petite musique se fait entendre depuis quelques semaines, selon laquelle la crise est derrière nous : une reprise de la croissance est annoncée ici et à l'échelle mondiale, déjà à l'œuvre aux Etats-Unis et dans les pays émergents et ce sont les rigidités (coût du travail, poids du secteur public, absence de flexibilité, coût des retraites...etc) des sociétés européennes qui fondamentalement seraient à l'origine de la crise en Europe. Ceux qui font entendre cette petite musique se paient même le luxe, parfois et non sans raison cette fois-ci, d'ajouter à ces facteurs de rigidité... les politiques d'austérité, jugées excessives il est vrai par le FMI lui-même !*

*En réalité, derrière ce nouvel écran de fumée de l'implacable fuite en avant néo-libérale, se cache un avenir plus sombre : la croissance vertigineuse des pays émergents comme le Brésil ou la Chine a déjà fortement ralenti, la récession demeure l'horizon économique de l'Europe, la croissance états-unienne est très largement artificielle et liée à de nouvelles bulles spéculatives du type de celle qui provient de l'exploitation des gaz de schiste, ce qui fait penser à de nouvelles bombes à*

*retardement comme celles qui avaient déclenché la crise de 2007/2008*

*Fondamentalement, la crise est toujours là et bien là, dans sa dimension économique-financière, avec le grossissement continu du chômage et de la précarité dans sa dimension sociale et les pressions continues sur le monde du travail et les conquêtes sociales obtenues tout au long du siècle passé. Et surtout, la crise ne saurait être réduite à ces dimensions : rappelons ici qu'il s'agit d'une crise globale et profonde, une crise de civilisation, démocratique, écologique, géostratégique*

*Démocratique, avec la mise à nu de la corruption au Nord comme au Sud, le discrédit quasi-total de la vie politique perçue comme le monde des combines, du carriérisme et du cynisme, le recul de la participation électorale (en particulier populaire et jeune), le mépris affiché de la souveraineté populaire, et ce que nous appelons la crise de la politique et de sa représentation*

*Écologique, avec la contradiction majeure entre la conscience écologique aujourd'hui planétaire d'une part, et d'autre part la course folle aux pollutions de l'air, des mers et de l'eau, le réchauffement climatique, le recul de la biodiversité, la terreur nucléaire maintenue y compris au Japon où capitalistes et politiciens professionnels, dans*

# REVOLUTION LONGUE

leur majorité, considèrent l'horreur de Fukushima comme l'aubaine justifiant le redéploiement de l'industrie nucléaire Et ce ne sont pas les piteux résultats des conférences de Copenhague (2009) et de Rio (2012) qui inversent la tendance, sur fond d'épuisement du modèle industriel et productiviste et d'exigence d'un autre développement et du « bien vivre »

Géostratégique enfin, avec le début de la fin de la domination de cinq siècles du Nord sur le Sud, ce dont il y a tout lieu de se réjouir avec les peuples du Sud, mais qui pose problème dans les sociétés du Nord et particulièrement dans une Europe vieillissante et dépassée, dont le seul dynamisme démographique repose sur l'apport des immigrations post-coloniales, ce qui explique pour une large part le climat délétère, la menace raciste et xénophobe et l'islamophobie grandissante liée au mythe délirant de l'islamisation des sociétés, en particulier en France... mais pas seulement

Le rôle de premier plan des pays émergents sur la scène mondiale depuis le début de ce siècle et le prolongement des révolutions anticoloniales à travers le printemps arabe sont des révélateurs de cette dimension géostratégique de la crise

## En quoi la crise globale referme-t-elle l'espace du réformisme politique ?

Sur le plan politique, cette crise globale enterre l'espace du réformisme politique incarné en 2 Europe durant les Trente glorieuses par la social-démocratie et aussi dans la dernière décennie du siècle passé par les partis écologistes, et préfiguré avant cela aux Etats-Unis fugitivement par le New Deal Cet espace s'était déjà considérablement rétréci durant les deux dernières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, pour deux raisons essentielles :

\* la fin de la forte croissance fordiste ne laissait que peu de marge de manœuvre aux capitalistes pour concéder quoi que ce soit aux classes populaires et aux couches moyennes

\* la chute du Mur et la dislocation de l'URSS en 1991 ont fait disparaître un moyen de pression majeur sur les capitalistes, dans la continuité d'octobre 1917 et indépendamment du vieux débat sur la continuité ou la discontinuité

entre bolchevisme et stalinisme, indépendamment de notre appréciation du bilan du « socialisme réellement existant »

C'est, sur le fond, ce qui explique, combiné à l'insuffisance des mouvements sociaux, le bilan, quasi-nul en terme de réformes pour le monde du travail, de la présence des sociaux-démocrates et des verts au pouvoir dans la majorité des pays européens dans les deux dernières décennies du XX<sup>e</sup> siècle

Dire que l'espace du réformisme n'existe plus ne signifie pas pour autant qu'aucune force politique y prétendant a mécaniquement disparu du paysage politique : le réformisme en tant qu'orientation de réformes graduelles conduisant au changement de société (le socialisme) sans affrontement avec le capitalisme (et donc sans révolution) a été l'orientation majoritaire du mouvement ouvrier européen pendant près d'un siècle et il en reste des traces encore aujourd'hui dans la social-démocratie devenue social-libérale et dans le mouvement syndical notamment en Europe Le cas des partis écologistes institutionnels des décennies 1980/1990 relève d'une autre histoire Mais, pour les mêmes raisons fondamentales, eux-aussi sont privés d'espace réformiste aujourd'hui et le bilan misérable des ministères de l'écologie en France par exemple en est le reflet Il faut ajouter à cela un élément essentiel : une nouvelle culture politique émerge depuis la fin du XX<sup>e</sup> siècle, dont l'altermondialisme et les forums sociaux sont l'expression la plus emblématique, avec de nouvelles formes de luttes et de mobilisations, avec ce qu'ont fait les Indignés et d'autres encore, une culture horizontale et anti-hiérarchique, anti-délégitaire et égalitaire Or il est frappant de constater que cette nouvelle culture politique se déploie à l'extérieur de la politique traditionnelle et des partis qu'on appelait autrefois « réformistes »

## La révolution est de retour... mais cela suffit-il ?

A moins de renoncer au changement de société, la fin d'un espace politique pour le réformisme ouvre donc celui

du changement radical, celui de la révolution Disant cela, on se rend compte du contexte nouveau qui est le nôtre : l'option de la révolution n'avait pas de légitimité, sauf dans nos cercles très restreints, voici quelques années encore Elle a aujourd'hui retrouvé une légitimité (qui n'est pas verbalement opposé au capitalisme, tout au moins à ses excès, aujourd'hui?), à un moment paradoxal : d'une part le néo-libéralisme continue de s'appliquer de manière brutale par la droite et plus ou moins adoucie par la social-démocratie mutée en social-libéralisme... mais d'autre part le capitalisme est largement délégitimé à l'échelle mondiale -et l'altermondialisme y a fortement contribué-

Mais l'option de la révolution pose immédiatement un redoutable problème -à moins de s'en dédouaner comme l'avait fait Olivier Besancenot voici quelques années à propos des pays de l'est- : le terrible discrédit qui l'a frappé à travers l'héritage du stalinisme On ne peut s'exonérer du bilan tragique des révolutions anticapitalistes du XX<sup>e</sup> siècle : si elles ont apporté aux sociétés concernées de réelles avancées en terme d'accès égalitaire à la culture, à la santé et à l'éducation, la confiscation du pouvoir par le parti unique, l'absence de démocratie réelle en elle-même et l'horreur de la répression de masse ont anéanti les perspectives d'émancipation dont ces expériences ont été dans un premier temps porteuses toute portée émancipatrice de ces expériences dites socialistes ou communistes La révolution, oui, mais à redéfinir impérativement : qui en voudrait si la société qui en découle est, sur le terrain de l'émancipation, en deçà de la société actuelle ?

## La révolution longue, un processus : de quoi s'agit-il ?

Depuis leur congrès de 2000, les Alternatifs parlent de révolution longue et il faut, rapidement, y revenir et s'en expliquer, y compris pour dissiper des malentendus, même si les réalités des processus en cours tout près de nous permettent d'illustrer le propos D'abord la révolution longue est un processus, sur la durée, et non pas une fulgurance telle qu'octobre 1917 dans l'imaginaire

qui est encore souvent le nôtre et qui a marqué la culture politique de la gauche communiste et radicale

Ensuite c'est un processus non linéaire, fait d'une accumulation de ruptures plus ou moins radicales et de sauts qualitatifs et non d'une seule rupture, même si on peut émettre l'hypothèse que l'une de ces ruptures sera particulière en ce sens qu'elle correspondra au moment de l'expropriation capitaliste et à l'amorce de la transition vers la société alternative. Et puis la révolution longue, c'est le reflet d'une exigence de plus en plus forte : celle du temps de la démocratie, du temps de la délibération. On peut immédiatement dissiper un malentendu : la révolution longue n'évite pas l'affrontement avec la bourgeoisie et son appareil d'Etat, il ne s'agit pas d'un « processus long sans rupture »

A examiner le passé de plus près, on constate que dans l'Histoire de manière générale, les révolutions sont bel et bien des processus longs, étalés sur plusieurs mois ou plusieurs années, voire même quelques décennies, que ces révolutions aient été à la fois bourgeoises et populaires, anticapitalistes et antiimpérialistes ou anticoloniales. On peut dire à propos des révolutions anticoloniales qu'elles illustrent bien ce temps étiré : amorcées au XIX<sup>e</sup> et dans la première partie du XX<sup>e</sup> siècle, puis amplifiées après la seconde guerre mondiale dans une longue première phase (avec quelques exceptions comme la domination coloniale maintenue encore aujourd'hui par la France sur ses « confettis de l'empire », ou le cas particulier de la création très tardive de l'Etat d'Israël en 1948) ; avec ensuite un temps de confiscation de ces révolutions par l'arrivée au pouvoir de bourgeoisies locales adossées aux diverses formes de néo-colonialisme ou par la mise en place de régimes autoritaires liés au Bloc de l'est du temps de la Guerre froide

Ce temps suspendu est aussi celui de la fin du Tiers-Monde en tant que « force politique globale » alternative à l'impérialisme, et des diktats du capitalisme mondialisé sur le Sud notamment par les plans d'ajustement structurel du FMI

Mais une seconde phase de la révolution anticoloniale est amorcée dès la fin du XX<sup>e</sup> siècle : les peuples du Sud, particulièrement en Amérique et dans

le monde arabe ont repris le chemin de l'appropriation de leur souveraineté populaire jusque-là confisquée depuis leur indépendance et la constitution de leur territoire en Etat-nation

### **Amérique indo-afro-latine et Printemps arabes : la révolution longue ... sous nos yeux !**

C'est dans ce qu'on a longtemps appelé Amérique latine et dans le monde arabe qu'à l'échelle mondiale des changements majeurs sont en cours, depuis une vingtaine d'années dans le premier cas et plus récemment (2010/2011) dans le second. Ces processus sont bel et bien des processus révolutionnaires (et pas de simples révoltes quand elles se traduisent par des mobilisations de masse mettant à bas des dictatures ou des régimes si fortement corrompus), porteurs d'une dynamique à la fois sociale et démocratique, à dimension anticoloniale et à l'échelle d'espaces de type régions du monde (en tant qu'appellation géographique)

Le ressort démocratique, en tant qu'aspiration irrépressible, de ces révolutions longues est essentiel : il plonge ses racines dans le mouvement de sécularisation de ces sociétés, lui-même alimenté par la scolarisation de masse et notamment celle des filles d'une part et d'autre part, la fin de la transition démographique qu'elle entraîne et qui se traduit par la stabilisation de l'indicateur de fécondité à un taux très bas, comparable aux standards européens. Dans le monde arabe -et c'est aussi le cas en Iran-, on retiendra que le mouvement de sécularisation se traduit, comme on l'a connu plus tôt en Europe, par le recul de l'emprise religieuse et l'arrivée de nouvelles générations cultivées dans les sociétés : contrairement au discours dominant en Europe et particulièrement en France, le poids très fort de l'islam sur ces sociétés n'empêche pas le développement d'un lent processus de « désislamisation » des sociétés (comparable au lent processus de déchristianisation des sociétés européennes que nous avons connu), et c'est ce phénomène qui a rendu impossible la mainmise des islamistes sur la société en Tunisie comme en Egypte

Le ressort social n'en est pas moins essentiel lui-aussi dans ces processus

révolutionnaires : l'exigence du partage des richesses est omniprésente, réactivée de manière permanente par le refus des politiques néo-libérales qui perdurent par exemple en Egypte et en Tunisie

A l'interface de l'aspect démocratique et de l'aspect social, le refus total de la corruption est un ingrédient décisif : il est présent dans tous ces processus. En réalité, tous ces aspects sont imbriqués, complètement liés les uns aux autres et des ruptures importantes ont déjà eu lieu, à la fois sur le plan démocratique et social en Amérique indo-afro-latine (plus précisément au Venezuela, en Bolivie, en Equateur), et surtout sur le plan démocratique en Tunisie et en Egypte (et très peu sur le plan social, d'où l'effervescence du cours actuel). Pour aussi importantes qu'elles soient, les ruptures intervenues sont des ruptures partielles et le basculement ou la rupture majeure n'a pas ou n'a pas encore eu lieu, y compris au Venezuela

Mais des politiques publiques de redistribution des richesses et de priorité aux budgets éducatifs et sociaux sont déjà de premiers acquis considérables et il existe des germes de pouvoir populaire et de démocratie active (budgets participatifs, entreprises récupérées et coopératives...) significatifs

Les thématiques écologiques progressent aussi dans ces processus, mais de manière contradictoire car les logiques extractivistes et les grands projets, par exemple en Equateur, ont des partisans au sein même de ces processus. La thématique du « bien vivre » se développe mais elle-aussi se heurte à d'importants obstacles au sein même des nouveaux pouvoirs politiques issus des processus révolutionnaires de cette partie de l'Amérique

Il s'agit bien de processus en cours, fragiles, non-linéaires, parfois contradictoires, et, ne l'oublions pas, à contre-courant du contexte mondial global et en butte au capitalisme mondialisé. Les incertitudes au Venezuela illustrent bien cette fragilité. Et les événements les plus récents en Egypte et en Tunisie montrent bien que rien n'y est joué

Mais dans tous ces pays, des mobilisations citoyennes parfois considérables, de puissants mouvements sociaux ont été le vecteur essentiel de ces processus,

*en pesant de manière décisive sur les changements électoraux et institutionnels Et malgré les menaces et les incertitudes, on peut faire le pari raisonnable que la soif de démocratie, d'égalité, de partage des richesses ne peut disparaître du jour au lendemain*

*En tant que processus, ces révolutions longues sont en cours et sont loin d'être terminées Et à ce jour, nulle part, malgré les menaces, les pouvoirs politiques qui ont été chassés n'y ont été rétablis...*

## REVOLUTION LONGUE ET AUTOGESTION

### Qu'est-ce que l'autogestion, pour nous ? Un but, un moyen, un chemin

*L'échec tragique des révolutions anticapitalistes du XX<sup>e</sup> siècle ne peut être réduit aux fautes et aux crimes des pouvoirs politiques concernés, pas plus qu'aux orientations politiques de tel ou tel courant politique du mouvement ouvrier Cet échec, c'est aussi le nôtre au sens large : il concerne l'ensemble du mouvement ouvrier et plus largement toutes celles et tous ceux qui prétendent changer le monde et militent pour l'émancipation humaine Se réclamer de la révolution comme nous le faisons exige (de notre part) de donner à voir pour ne pas reproduire de tels échecs*

*L'autogestion, qui a largement échappé au discrédit de la terminologie socialiste et communiste, est de retour après une éclipse de plusieurs décennies, et elle est une réponse au problème qui nous est posé en ce sens qu'elle est pour nous à la fois un but (le contenu d'émancipation, de désaliénation et d'auto-détermination de la société que nous voulons), un moyen (une pratique qui prépare et anticipe les ruptures anticapitalistes) et un chemin (une stratégie pour y parvenir)*

*Présente dès la révolution d'octobre 1917 et dans toutes les révolutions anticapitalistes du XX<sup>e</sup> siècle, mais aussi sous une forme plus discrète dans des contextes de moindre intensité, l'autogestion n'est jamais un a-priori idéologique ou une décision d'état-major : c'est toujours une réponse immédiate et collective, une réponse concrète à un problème concret, la remise en route de la production ouvrière et paysanne par les hommes et les femmes confrontés au problème de la vacance du*

*pouvoir « en bas » (elle va alors au-delà d'un simple contrôle ouvrier ou populaire sur la production), et dans les territoires la prise en charge et la gestion directe des problèmes de transport, de ravitaillement, de fonctionnement des structures collectives...etc*

*Dans un contexte révolutionnaire, l'autogestion dans l'Histoire reflue avec la révolution elle-même quand vient la bureaucratisation et la confiscation de la révolution par un parti unique Dans un contexte moins intense, l'autogestion est rapidement menacée par la pression capitaliste et c'est celle-ci qui rend impossible le déploiement de l'autogestion dans le cadre du capitalisme Mais les pratiques autogestionnaires sont pour nous essentielles : dès aujourd'hui, même de courte durée car vite étouffées (pour les raisons indiquées), elles déconstruisent l'imaginaire capitaliste, démontrent -y compris à celles et ceux qui s'engagent dans de telles pratiques- qu'on peut se passer des patrons et des chefs petits et grands, qu'on est capable soi-même et dans la coopération avec les autres de faire fonctionner l'entreprise, la cité (où la démocratie active est un élément de réponse à la crise de la démocratie représentative à bout de souffle), et donc la société tout entière, d'inventer d'autres relations sociales alternatives à celles de la concurrence et de la hiérarchie*

### Quel lien entre stratégie autogestionnaire et révolution longue ?

*Aujourd'hui, et plus encore dans un contexte de crise généralisée qui appelle l'invention d'une alternative anticapitaliste globale, l'enjeu, pour une gauche alternative digne de ce nom, est donc d'aller au-delà du recensement des pratiques coopératives qui tendent à se développer dans le monde du travail et des expériences autogestionnaires, et de tenter de les raccorder, sans jamais les instrumentaliser, à la question de la prise de pouvoir et du changement de société*

*C'est en ce sens que l'autogestion est aussi un chemin, une stratégie politique qui renouvelle la problématique du changement de société et donc de la révolution, et il y a donc corrélation entre autogestion et révolution longue*

*Dès aujourd'hui, dans les résistances à l'ordre établi, les mobilisations citoyennes, les mouvements sociaux et plus largement les pratiques qui, même de manière limitée ou partielle, remettent en cause, dans tous les domaines et à tous les niveaux, les situations d'inégalité, les dominations, les aliénations, se combinent contestation radicale, propositions alternatives et auto-organisation, dessinant déjà la société de demain*

*La stratégie autogestionnaire prend appui sur ces résistances, ces luttes et ces pratiques alternatives, qui sont des germes de basculement avec l'ordre existant et qui annoncent, préparent et conditionnent les ruptures sans lesquelles aucune avancée durable n'est possible, les ruptures de ce processus de révolution longue*

### En quoi l'existence d'un pouvoir populaire /pouvoir citoyen est-elle un enjeu ?

*C'est donc à la lumière des échecs tragiques des révolutions anticapitalistes du XX<sup>e</sup> siècle que la révolution longue doit s'appuyer sur l'auto-organisation et l'autogestion, et sur la construction d'un pouvoir populaire exercé directement par les citoyennes et les citoyens, et la vigilance pour que la révolution ne soit confisquée par aucune force politique ou autre prétendant représenter le peuple*

*Si nul ne peut déterminer à l'avance les formes exactes de ce pouvoir populaire ou citoyen, nous pouvons cependant affirmer que pour se déployer et jouer le rôle indispensable qui est le sien, ce pouvoir doit être totalement distinct des institutions représentatives -qui par ailleurs doivent être totalement repensées dans un processus constituant-*

*Non seulement distinct mais peu susceptible d'harmonie : il sera certainement appelé selon les moments et les rapports de force du processus, à entrer en conflit avec le pouvoir institutionnel, voire même à l'affronter : en ce cas, en tant qu'autogestionnaires, nous faisons le choix de la radicalité et des exigences du pouvoir populaire ou citoyen, et pas celui des institutions même si les élu-e-s autogestionnaires y sont en majorité*

C'est essentiel aujourd'hui et demain : pas de changement de société, pas d'alternative sans la mobilisation et la poussée du bas. Cela ne signifie pas que nous ignorons les institutions, la nécessité d'y participer à certaines conditions et la possibilité dès maintenant de réorienter radicalement les politiques publiques dans le sens de l'écologie, des solidarités, du féminisme et de l'autogestion. Et, au passage, cela ne signifie pas, dans une perspective autogestionnaire, qu'avec le dépérissement de l'Etat, nous devons pour autant nous passer d'institutions. Mais nous ne pouvons méconnaître les très fortes et multiples pressions, dans le contexte du capitalisme mondialisé et d'un appareil d'Etat maintenu, visant à étouffer, récupérer, détourner, tout pas en avant dans le sens du changement et toute réorientation des politiques publiques à partir des institutions mêmes largement démocratisées.

## PROJET, FORCE POLITIQUE, TRANSITION

### Un projet alternatif

Révolution longue, autogestion, projet alternatif : ces trois éléments sont indissociables.

A crise globale, réponse globale : la fin d'un espace réformiste appelle un projet anticapitaliste, un projet alternatif.

Celui-ci existe-t-il ? La réponse ne peut être univoque car s'il n'existe pas sous forme de projet clé en mains, des éléments de ce projet nous sont cependant donnés par les révolutions du passé et par les processus de révolution longue en cours, par les aspirations populaires et les multiples réflexions produites à partir des luttes, à l'échelle mondiale, par le mouvement altermondialiste et les forces politiques, syndicales, associatives qui en sont partie prenante.

Ce projet ne peut répondre à une seule des dimensions de la crise globale à laquelle nous sommes confronté-e-s : il doit nécessairement correspondre à un projet d'émancipation humaine et d'égalité des droits, contre toutes les discriminations et toutes les oppressions, il sera encore et tout autant celui du féminisme en tant qu'égalité des droits et droits spécifiques des femmes, de l'écologie en tant qu'objection de

croissance et alter-développement, du partage des richesses enfin, reprenant et prolongeant les aspirations qui se sont exprimées dans le passé au travers des références socialiste et communiste.

### De l'écocapitalisme à l'arc-en-ciel

La crise étant globale et multidimensionnelle, il semble problématique de le réduire à un projet rouge et vert et davantage encore à un projet à étiquette écosocialiste, même si ces deux terminologies constituent une avancée majeure de la fin du XX<sup>e</sup> siècle, par rapport à la référence socialiste d'autrefois qui renvoie à une conception étroite et au paradigme rouge selon lequel les problèmes de la société seront mécaniquement réglés par l'appropriation sociale et le partage des richesses.

Se réclamer du rouge et du vert a représenté cette avancée essentielle consistant à rompre de fait avec le paradigme rouge sans pour autant, et c'est heureux, le remplacer par le paradigme vert, celui de l'écologie profonde prétendant répondre comme par magie, par la seule référence à l'écologie, à l'ensemble des problèmes et des contradictions. La référence écosocialiste est en deçà du rouge et vert : si la volonté de synthèse semble la même, le primat du socialisme demeure, avec une coloration écologiste certes forte et nouvelle mais facteur second en dernière instance, et reste alors posé le problème de la pertinence du terme socialiste.

Même si elle ne s'y réduit pas, la crise globale est pour une part une crise de la démocratie, comme nous le montre le processus en cours dans le monde arabe, et l'exigence d'égalité des droits dans tous les domaines correspond à une aspiration irrépressible partout dans le monde. Il faut donc aller au-delà du rouge et du vert, et les Alternatifs en ont eu l'intuition à leur congrès de l'an dernier en y ajoutant le violet du féminisme.

C'est pourquoi avec quelques camarades -dont toutes et tous ne sont pas membres des Alternatifs- nous avons, dans une contribution collective printanière qui doit beaucoup à Philippe Zarifian et Stéphane Lavignotte, fait la proposition de la référence à l'arc-en-ciel qui permet un élargissement supplémentaire et constitue un clin d'oeil aux luttes contre

toutes les discriminations et toutes les oppressions, sans amoindrir en quoi que se soit le contenu que nous avons représenté par le rouge, le vert, le violet.

### Une force politique ? Pour quoi faire ?

Pour lutter, se mobiliser, se lancer dans des pratiques alternatives et autogestionnaires et même amorcer un processus de révolution longue, avons-nous besoin d'une force politique ?

La réponse est non, et beaucoup autour de nous en tirent la conclusion que les réseaux suffisent et que le temps des partis est derrière nous. S'il s'agit des partis bourgeois à l'ancienne, synonymes de défense de l'ordre établi, de carriérisme et d'électorisme, le diagnostic est difficile. Et s'il s'agit des partis du mouvement ouvrier, qui peut affirmer aujourd'hui qu'ils n'ont pas les mêmes travers ? C'est pour eux que le diagnostic est paradoxalement plus simple : la fin d'un espace de négociation avec les capitalistes remet en cause leur fonction même. Pourtant, l'existence de lieux politiques défendant l'émancipation et l'autogestion, de lieux dans lesquels la mémoire, la socialisation et le travail d'élaboration en tant qu'intellectuel collectif seraient possibles, paraît nécessaire et indispensable, d'autant plus que dans l'optique d'un projet alternatif ni les syndicats ni les associations ne peuvent jouer le rôle de synthèse, de force généraliste comme une force politique peut le faire. D'où l'idée du parti-mouvement : un nouveau type de force politique, au fonctionnement radicalement différent de celui des partis traditionnels, dont la fonction sera d'animer et non pas de diriger (en ce sens, ce sera donc un mouvement), et de renouer avec le meilleur des partis ouvriers d'hier (mémoire, ancrage populaire, socialisation).

### A propos de la transition : quelques pistes et questionnements

La transition, dans la tradition de la gauche radicale, est ce moment durant lequel se fait le passage du capitalisme au communisme, ce point de passage obligé appelé socialisme. Dans cette tradition, la transition est aussi une méthode pour penser au-delà de l'immédiat et raccorder celui-ci aux objectifs plus fondamentaux du communisme, ce qui permet de fixer

# Autogestion et questions internationales

des objectifs ou revendications transitoires (la RTT en est un exemple) Cette vision est très marquée par l'histoire des affrontements politiques et sociaux de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et du siècle suivant, et des révolutions dans les sociétés rurales ou récemment industrialisées. Dans cette vision, l'essentiel des objectifs mis en avant est d'ordre social et économique, lié au partage des richesses et à l'appropriation sociale. Ne faut-il donc pas questionner la transition elle-même ?

La penser dans les mêmes termes qu'autrefois se justifie-t-il aujourd'hui ?

On peut émettre l'hypothèse que dans le capitalisme mondialisé et sur la base du processus de la révolution longue, les mutations du capitalisme et des sociétés débouchent sur des germes de possibles et de société alternative au sein même du capitalisme, posant plus rapidement qu'on ne le pense la question des biens communs, de la reconversion écologique de la production et de la société, de l'égalité des droits et du partage des richesses. Bref, la question d'une société communiste au sens originel du terme, d'une société d'autogestion généralisée, dans un étrange paradoxe : à la fois en opposition au capitalisme mondialisé... mais à portée de main ! Au sein du mouvement altermondialiste, dont nous sommes partie prenante, nos ami-e-s d'ATTAC posent la question de la transition comme celle que nous devons nous poser aujourd'hui, dans un monde fini et sur des bases qui sont éloignées de celles de la tradition de la gauche radicale des temps passés. C'est aussi dans le cadre de l'altermondialisme que cette question de la transition doit être repensée et largement débattue, sans que pour autant nous nous abstenions d'ouvrir une réflexion spécifique de la gauche alternative sur cette question. ■

Bruno DELLA SUDDA

Dans cette brève introduction, je me limiterai à une analyse des caractéristiques des mouvements sociaux. Je m'appuie pour cela en grande partie sur les travaux de deux sociologues.

Évoquer des expériences d'émancipation au niveau international conduit tout naturellement à un détournement vers l'Amérique latine ou plus précisément l'Amérique indo-infro-latine (Franck Gaudichaud – 2013)<sup>1</sup>. En effet, depuis deux décennies nombre d'expériences ont surgi dans le sous-continent pour sortir du modèle de domination capitaliste et impérialiste.

L'auteur parle de Zones de tempêtes dans un système-monde capitaliste et de laboratoire latino-américain. « Ces mouvements et expériences n'ont pas seulement constitué des formes de résistance mais ont également préfiguré des alternatives concrètes, des espaces d'expérience dans lesquels les participants ont tenté de traduire dans la pratique les valeurs de participation, d'égalité et d'autogestion ».

Cette région a ouvert le cycle de l'altermondialisme et vu émerger les premières résistances au néolibéralisme (Chiapas -1994), la revendication des droits de la nature et les biens communs avec le « buen vivir », le Sumak Kawsay (en quechua), la notion d'état plurinationnel et les autonomies indigènes et la résurgence de la notion de « pouvoir populaire ».

Il y a également eu une remise en cause des formes d'organisation du travail, des hiérarchies sociales, des mécanismes de domination matérielles, de genre, de races ou symboliques.

L'Amérique latine est parcourue par des éclairs autogestionnaires, des utopies concrètes, des « sentiers de l'utopie ». Des germes de pouvoirs populaires ont surgi et qui cherchent à tâtons les chemins de l'émancipation, et ceci, le plus souvent, contre les pouvoirs constitués et la répression d'État.

Il faut souligner que les émancipations latino-américaines toujours en chantier évoquées se différencient aussi largement de la constellation des indignations mondiales. « Elles ont pu passer, parfois depuis plusieurs années,

de l'offensive à la construction, de l'indignation à la création alternative. Mais aussi du fait de leurs liens spécifiques et directs avec les classes populaires de la région, loin d'un « sujet révolutionnaire » désincarné ou d'une revendication de citoyenneté abstraite, que l'on a pu observer chez certain-e-s indigné-e-s » (mais je vais y revenir).

Mais surtout, ces expériences ont leur propre répertoire et ne prétendent en aucun cas signifier des modèles « clefs en main », censées être applicables mécaniquement sous d'autres cieux. Elles sont le fruit d'un cycle de mobilisations qui débute globalement au milieu de la décennie 90, et elles révèlent de nombreux acteurs en lutte.

Durant la dernière décennie, nous avons ainsi pu assister à une relocalisation des mouvements sociaux et à une montée en puissance de l'espace local comme base territoriale de sociabilité, mais aussi comme centre des revendications et de l'action protestataire :

- luttes contre les expropriations de terres,
- luttes pour l'environnement,
- luttes pour le logement, luttes contre la fermeture d'usines, etc.

Une réflexion sur ce laboratoire latino-américain en termes d'expériences démocratiques, autogestionnaires, participatives, et potentiellement émancipatrices. Elles s'avèrent riches de pistes de réflexions sur toute une série de questions :

- rapport entre autonomies sociales et État,
- relation entre mouvements, partis et institutions,
- formes d'organisation des classes populaires et liens entre le local, le national et le global,
- rapport au marché comme aux autres secteurs sociaux subalternes, etc.

Mais arrêtons ici la présentation des caractéristiques des expériences latino-indo-infro américaines qui ont précédées nombre de mouvements dans le monde, un atelier y est consacré.

En 2008, nous avions l'intime conviction qu'avec la crise financière de l'été 2007 aux États-Unis qui commençait à produire ses effets en Europe et que sa traduction économique allaient

engendrer des formes de résistance et des mouvements sociaux, des formes d'émancipation allaient inéluctablement surgir qui poseraient notamment la récupération d'entreprises par les travailleurs, la réappropriation de services publics, etc. Mais nous n'avions pas du tout imaginé les révolutions arabes et l'émergence des mouvements citoyens.

Certes, cette forme d'expression existe : une quarantaine d'entreprises a été récupérée dans l'Etat espagnol ; il y a eu les luttes de Philips à Dreux, des Fralib, SeaFrance, Hélio Corbeil, les fonderies de Ploërmel, etc. en France ; Vio Me, les dispensaires sociaux solidaires, des expériences de contrôle ouvrier en Grèce mais l'autogestion économique n'atteint pas le niveau auquel nous aurions pu imaginer<sup>2</sup>. En Europe, la prégnance, le conformisme et le réformisme des organisations syndicales représentatives ont largement pesé sur l'orientation des luttes.

Mais ce qui ressort des mouvements de révolte apparus à partir de 2010 et fonctionnant en réseaux, c'est précisément une forte contestation de la représentation. Pour beaucoup d'observateurs, cette contestation débute en Islande en janvier 2010, même si Manuel Castells la date de 10 ans plus tôt (Corée du Sud 2001-2002)<sup>1</sup>.

Parmi les caractéristiques que le sociologue catalan relève : il s'agit « avant tout de mouvements urbains », il s'agit d'occuper l'espace urbain ; ils fonctionnent en réseaux (urbains et Internet). Il parle de mouvements « rhizomiques » qui se développent de façon horizontale et souterraine, de « sujet collectif ». Voici qu'apparaît le masque « Anonymous », il est l'emblème de nouveaux mouvements sociaux au Brésil, en Espagne (*Indignados*), en Tunisie, à Wall Street (*Occupy*), en Turquie. Ces révoltes sont menées par des jeunes éduqués et paupérisés.

Ces mouvements posent la question de la légitimité politique qui touche la quasi-totalité de la planète. Les citoyen-ne-s estiment ne plus être représenté-e-s.

Les jeunes Brésiliens, Turcs ou Etats-uniens s'élèvent contre la corruption politique, l'arrogance des élites et revendiquent la dignité. Les étudiants québécois (*Carrés rouges*), chiliens, mexicains (*Yo soy 132*) se mobilisent contre les frais d'inscription universitaire,

la corruption et les inégalités. Les *Occupy Wall-Street* et *Indignados* rejettent les élites financières et la connivence entre le monde politique et financier et le capitalisme.

Ces contestations n'ont à court terme que peu de résultats même si elles bousculent les idées et les modes de pensée. Il convient néanmoins de relever qu'une seule dirigeante, la présidente, Dilma Rousseff, a déclaré vouloir écouter la voix de la rue.

Les femmes y sont très présentes car si 40 années de luttes féminines ont permis une évolution, le sexisme et le patriarcat dominant toujours. Ces mouvements sont pacifiques, y compris en Syrie à l'origine mais ils sont souvent réprimés.

A moyen terme, ils obtiennent quelques résultats, le gouvernement réactionnaire de l'Etat espagnol a été contraint d'arrêter les expulsions de logement et de revoir la loi sur les emprunts immobiliers.

En résumé, toutes les formes de contestation et révoltes ne sont pas anticapitalistes mais posent clairement les questions de représentation et de démocratie, qui nous intéressent en tant que militant-e-s autogestionnaires et sur laquelle nous devons réfléchir et proposer des réponses beaucoup plus radicales. Elles existent dans l'ensemble de la planète et prennent des formes différentes (luttes sociales en Chine, mouvements spontanés en Europe, aux Etats-Unis, au Brésil, révolutions dans les pays arabes). Pour beaucoup, à l'image de l'Amérique indo-infrolatine, elles doivent passer du stade de la contestation à la construction d'alternatives, comme on peut observer les prémisses en Catalogne et en Grèce. ■

**Richard NEUVILLE**

1. Franck Gaudichaud (Coord.), *Amériques latines : Emancipations en construction*, Syllepse, Paris, 2013.

2. Cf. ma contribution « Débat sur le contrôle ouvrier et les contre-plans alternatifs » pour notre projet autogestionnaire. Rouge & Vert n° 326, p.8-9, juin 2011.

3. Manuel Castells, *Redes de Indignación y Esperanza*, (Les réseaux de l'indignation et de l'espoir), Alianza, Madrid, 2012

« Le suffrage donne le droit de gouverner, il n'en donne pas le pouvoir. » (André Gorz-1975)

### Quelques rappels sur la notion de démocratie

Dans un contexte de démocratie de plus en plus confisquée, tant au niveau politique qu'économique et de débat totalement usurpé, il n'est probablement pas suranné de formuler quelques remarques liminaires sur les notions de démocratie.

\* Pour rappeler tout d'abord que Jean-Jacques Rousseau estimait que la souveraineté du peuple ne peut être ni transférée, ni déléguée, ni partagée.

\* Que dans sa critique du déficit démocratique du système parlementaire, André Gorz pointait avec clairvoyance l'écueil du bureaucratisme qui ne pourra être évité que par un éco-socialisme efficace et réaliste reposant sur des réformes révolutionnaires graduelles.

\* Tout comme Jean-Paul Sartre qui fustigeait « l'absurdité » de ce rituel électoraliste « pseudo-démocratique », André Gorz critiquait le concept de démocratie indirecte comme une des mystifications qui consiste dans le fait que :

« Ses institutions sont conçues de manière [...] à dénier tout pouvoir collectif sur l'organisation de la société, pour ne leur laisser en guise de pouvoir populaire, que la possibilité tous les quatre ou cinq ans, d'une délégation permanente de pouvoir à des représentants sans support direct avec les masses, la représentation de la défense des intérêts suprêmes de l'Etat capitaliste, au lieu que ce soit l'inverse ».

Deux siècles plus tôt, le philosophe Condorcet avait tenté de combiner

**Atelier à Notre-Dame des landes et à l'Université d'été des Alternatifs**

# Les enjeux démocratiques de la transition écologique et énergétique

le principe représentatif avec la démocratie rousseauiste, qui affirme la souveraineté absolue du peuple et refuse de la déléguer à des élus.

Il cherchait à concevoir une souveraineté populaire inaltérée sans tomber dans une fragmentation de l'intérêt général qui résulterait de décisions locales sans lien entre elles.

Hegel pointait également le fait que la représentation politique ne signifie pas que les gens sachent par avance ce qu'ils veulent et chargent leurs représentants de défendre leurs intérêts.

S'agissant des politiques écologiques et énergétiques, il apparaît que la souveraineté du pouvoir constituant ne s'est jamais exercée et que la délégation de pouvoir a été largement obstruée par la technocratie.

## **Déni de démocratie en France sur les orientations des politiques énergétiques et écologiques (Du nucléaire à la conférence environnementale)**

Historiquement, les politiques écologique et énergétique n'ont donné lieu à aucun débat public et citoyen d'ampleur. Le choix de l'accélération du programme du nucléaire civil, décidé dans le cadre du Plan Messmer en 1974 et dans la plus grande opacité, est intimement lié à celui du nucléaire militaire résultant des orientations géostratégiques de l'après-guerre et de la création du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) en 1945.

Dès lors, le débat a été largement confisqué par l'Etat et les ministères de la défense et de l'industrie. De plus, cette orientation a été mise en œuvre par l'entreprise nationalisée EDF sous l'égide étroite de la technocratie et avec le consentement de la fédération CGT de l'énergie dans le cadre du compromis historique. Le choix du nucléaire est donc lié à celui d'un état fort, autoritaire et centraliste comme on peut l'observer dans les états les plus nucléarisés du monde.

Le primat du tout nucléaire a donc annihilé tout développement important des énergies renouvelables, il a pérennisé inexorablement le rôle tout puissant de l'Etat et donc généré l'absence de tout débat démocratique et citoyen sur l'avenir énergétique.

L'attribution des permis d'exploration et d'exploitation des huiles et gaz de schiste a résulté de la même logique, celle d'une centralisation excessive de la décision, cantonnée à quelques services ministériels et à la signature apposée par un ministre servile.

En France, les choix énergétiques ont toujours ignoré les principes élémentaires de la démocratie, y compris ceux très insuffisants de la démocratie représentative, comme le Parlement.

Aujourd'hui encore, la politique énergétique n'est toujours pas réellement débattue.

Le Grenelle de l'environnement, même s'il s'agissait de la première opération à grande échelle de concertation du monde associatif, a volontairement occulté certains sujets (comme le nucléaire) et l'on sait ce qu'il est advenu de la plupart des décisions. Ce simulacre de concertation n'a, à aucun moment, associé les citoyens, il s'est limité à associer les « experts » et les professionnels du secteur associatif largement subventionné pas des subsides publics.

Sous le gouvernement actuel, la feuille de route de la Conférence environnementale et le débat national sur la politique énergétique qui s'est tenu entre novembre 2013 et mai 2013, n'ont guère dépassé le stade des bonnes intentions de la convention de Aarhus et se cantonnent à « améliorer la gouvernance environnementale » en préconisant une « rationalisation des procédures environnementales qu'il s'agit d'engager « sans diminution des exigences ».

La phase de synthèse et d'élaboration de recommandations en mai 2013

préfigurant le projet de loi de programmation qui sera présenté en octobre 2013 suggère que la future loi-cadre sur la décentralisation prenne en compte les « questions de la biodiversité et de l'énergie » afin de rendre les collectivités territoriales acteurs majeurs de la transition écologique.

Alors que les crises climatique et énergétique vont avoir des conséquences incommensurables pour l'avenir de la planète, les décisions pour demain doivent sortir impérativement du giron de la technocratie et être transférées provisoirement aux instances élues.

Mais, ce ne sera pas suffisant car la démocratie représentative est totalement discréditée et se trouve de plus en plus sous l'influence des lobbies. Il y a donc urgence à construire une articulation entre démocratie représentative et démocratie directe, cela passe par la mise en place d'instances de décision citoyenne.

## **Des expérimentations de démocratie active ailleurs**

Pourtant, depuis une vingtaine d'années, des expériences de participation et décision citoyennes ont été expérimentées sur d'autres continents : le Budget participatif à Porto Alegre repris par plus d'un millier de collectivités dans une trentaine de pays, des Conseils locaux de planification publique aux conseils communaux au Venezuela, des formes de participation active au Kerala en Inde, etc.), sans être directement transposables, celles-ci peuvent servir de référence.

Plus près de nous, en Europe :

La « planification énergétique » mise en œuvre dans la municipalité de Kolding (Danemark) dès 1994, a décidé de réduire de 75 % les émissions de CO2 d'ici 2021 ; les programmes d'autosuffisance énergétique de Marinaleda et Matarredonda (Andalousie) basés sur l'éolien et le solaire démontrent qu'il est possible

d'agir à différents niveaux.

Ces exemples ne sont pas exhaustifs, de nombreux éco-quartiers Vauban à Freiburg et Kronsberg à Hanovre (Allemagne), BedZED à Londres, Vesterbro à Copenhague, Hammarby à Stockholm, Eva Lanxmeer à Culemborg, etc. ont largement innové et réussi à réduire de manière conséquente les consommations d'énergie.

Ce qui est possible dans plusieurs états et collectivités dans le monde peut être instauré en France sur des formes à définir démocratiquement.

Cela passe par la mise en œuvre d'une planification autogestionnaire écologique, reposant sur des assemblées populaires élues à différents échelons pour définir une nouvelle politique énergétique. Aujourd'hui, le savoir n'est plus l'apanage des classes dominantes et les citoyen-ne-s sont tout à fait en capacité d'opérer des choix pour l'intérêt général. L'expérimentation des forums citoyens l'a démontrée amplement (ex : OGM).

#### 4. Les enjeux et les défis démocratiques de la transition écologique et énergétique

L'enjeu de la transition dépasse largement nos frontières et concerne l'ensemble de la planète. Il nous faut donc résonner à cette échelle.



L'exploitation fossile a explosé avec le développement du capitalisme (elle représente 90 % des sources d'énergie) et l'accaparement des ressources génèrent de nombreux conflits. Le nucléaire ne représente que 2 % de la production mondiale.

Les enjeux géostratégiques sont énormes. Ils supposent de repenser les rapports entre les états et d'engager une redistribution mondiale en revoyant les échanges et en premier lieu en réduisant les transports.

Pour répondre aux enjeux climatiques aux horizons 2020 et 2050, un changement radical de notre système énergétique s'impose, il devra respecter un équilibre Nord-Sud et garantir la justice sociale.

Ce changement implique :

- Une réduction importante de la consommation en énergie des pays du Nord et l'arrêt du nucléaire en France. Ce postulat remet en cause les logiques capitaliste et productiviste.

- Une décroissance de la production matérielle et des transports, une dé-consommation, pour le dire autrement une « décontamination au productivisme », une souveraineté alimentaire au niveau des états et un renforcement des luttes contre les grands projets inutiles et imposés (GPII).

- Une contestation de la logique du « capitalisme vert », qui n'est pas en mesure de répondre aux enjeux énergétiques et écologiques. Les mesures techniques -dites d'efficacité- qui représentent 70 % dans le scénario Negawatt favorisent notamment les profits des multinationales. L'urgence écologique impose la mise en œuvre de solutions reposant sur le choix de techniques appropriables, renouvelables et durables, de même qu'une production décentralisée et diversifiée.

- Une articulation entre une démocratie économique et sociale, -qui exclut la production et la distribution de l'énergie de la sphère du marché et du profit- et une démocratie active articulant une forme représentative et des processus de démocratie directe (budgets participatifs, instances de décisions citoyennes), qui

pourrait se concrétiser dans le cadre d'une « planification autogestionnaire écologique ».

Le défi est donc bien de conjuguer la « démocratie réelle » et la justice sociale.

#### La transition écologique et énergétique implique :

- une articulation entre les niveaux national et local en termes de production et de distribution d'énergie : entre un service public national (pôle public de l'énergie) et des instances locales : régies publiques contrôlées par les citoyen-ne-s et les travailleur-se-s et des coopératives (SCIC). La loi Energie de 2002, dite Cochet, a dérégulé la production de l'électricité et favorisé les profits, elle doit être révisée ;

- une prise en compte des besoins sociaux et leur satisfaction (accès à l'eau et à l'énergie pour toutes et tous) et la mise en œuvre d'une péréquation indispensable entre les niveaux national et local incluant la gratuité des premières tranches et des tarifications progressives ;

- une convergence des luttes sociales et écologiques pour peser sur les orientations politiques à un niveau macro, les luttes accélèrent la prise de conscience, à titre d'exemple : celle, massive contre l'exploration et l'exploitation des gaz et huiles de schiste en Ardèche méridionale débouche sur une réflexion citoyenne d'ampleur sur la transition énergétique ;

#### La transition écologique et énergétique implique d'engager :

- des campagnes pour valoriser les gisements d'emplois que représente la transition écologique, articulées avec la revendication de la réduction du temps de travail. Selon une étude récente conduite par Philippe Quirion, sur l'effet sur l'emploi de la mise en œuvre du scénario Negawatt, les créations d'emplois nettes iraient de 220 000 à 330 000 en 2020 et de 570 000 à 820 000 en 2030. Seulement 7 ans après avoir décidé de sortir du nucléaire, l'Allemagne comptait 235 000 emplois permanents dans le secteur des énergies renouvelables.

- une reconversion écologique de l'industrie (automobile, agroalimentaire, sortie du nucléaire, etc.) et une relocalisation des activités avec de petites unités de production ;

# Bravo Ilan

- l'élaboration de contre-plans alternatifs associant les travailleurs-ses, les syndicats les associations et les citoyen-ne-s afin de garantir les droits sociaux et le respect de la nature tout intégrant de nouveaux rapports de production et de nouvelles organisations du travail ;

- des réflexions citoyennes au niveau des territoires permettant de mutualiser les « intelligences » et de développer des alternatives concrètes innovantes. Des coordinations locales entre les coopératives de production et des instances politiques participatives permettraient d'y parvenir. Les territoires en transition, les commissions extra-municipales, les initiatives citoyennes se développent déjà un peu partout car les citoyen-ne-s saisissent parfaitement les enjeux et sont suffisamment éduqué-e-s pour être force de propositions et d'initiatives.

- une valorisation des terrains d'expérimentations (agriculture, auto-construction, productions coopératives d'énergie renouvelables, etc.).

La perspective autogestionnaire - que nous défendons - pose les questions de la propriété, du financement, des modes de gestion et de la composition des instances de gestion des services publics, ce qui peut se résumer par la nécessité impérieuse de « démocratiser radicalement la démocratie ».

**En conclusion, une nouvelle politique écologique et énergétique implique évidemment la remise en cause des modes de production, la sortie de la logique productiviste et la relocalisation d'une partie de l'économie pour réduire de manière substantielle le transport de marchandises, extrêmement énergivore, ainsi qu'une reconversion écologique de l'industrie.** ■

Richard NEUVILLE

Les obsèques d'Ilan Halevi ont eu lieu au crématorium du cimetière du Père Lachaise le 13 juillet dernier. Son cercueil a quitté la cérémonie sous les applaudissements fournis des nombreux amis venus lui dire au revoir.

Ilan, des yeux pétillants d'intelligence, un rire malicieux, une culture tous azimuts, une mémoire impressionnante servant une pensée rigoureuse et complexe souvent agrémentée de multiples anecdotes, un musicien, un polyglotte maniant un nombre impressionnant de langues, une chaleur amicale, une vitalité qui a servi un combat acharné contre l'injustice.

Ilan Halévi est décédé peut-être de n'avoir pas pris suffisamment soin de lui, en quelque sorte en partie victime de son appétit de vivre, le 10 juillet 2013, dans la région parisienne. Il était né, à Lyon, dans le bureau de poste servant d'abri aux résistants et notamment à ses parents le 10 octobre 1943.

A une époque où la recherche identitaire est de mode, le parcours d'Ilan d'origine juive et devenu cadre de l'OLP surprend, voire choque parfois. S'il lui arrivait de se définir comme « juif palestinien » ou comme « 100% juif et 100% arabe », ces classifications sont de peu d'intérêt pour comprendre ses engagements qui sont étrangers à tout communautarisme.

Jeune parisien auquel, par prudence, on a donné le nom de son beau père (Albert), il se trouve à la fin des années 50 et au début des années 60 plongé dans les luttes anticolonialistes sur fond de musique de jazz. Il écrit dans les Temps Modernes et Présence Africaine. A 20 ans, il publie son premier roman aux Etats Unis, en anglais (« The Crossing », qui met en scène un noir américain et qui sera traduit en français aux éditions du Seuil l'année suivante). Il vit un moment au Mali où il travaille comme journaliste pour une chaîne radio.

Il est particulièrement sensibilisé à la cause palestinienne par une rencontre en Algérie avec des enseignants du Moyen Orient. Il part en Israël, reprend son nom (Ilan Halevi), milite dans les groupes d'extrême gauche israéliens puis israélo-

palestiniens. En partie du fait de ses origines, une famille de juifs orientaux, notamment yéménites, il se sent en effet proche des arabes. Il rejoint l'OLP en 1976 et cet engagement détermine alors toute sa vie.

Basé de nouveau à Paris, puis à Ramallah en 1996 et enfin à Berlin, il exerce diverses fonctions au sein de l'OLP et des institutions palestiniennes et se déplace en permanence.



Il a toujours été proche de Yasser Arafat dont il était l'un des conseillers et avec lequel il entretenait des rapports presque filiaux. Il est nommé en 1983, après l'assassinat d'Issam Sartou, représentant de l'OLP auprès de

l'Internationale socialiste. Il fait partie des délégations palestiniennes aux négociations de Madrid en 1991 et de Washington en 1993. En 2003, il est vice ministre des affaires étrangères auprès de Mahmoud Abbas. Il devient ensuite conseiller diplomatique auprès de la délégation générale de la Palestine en Allemagne.

Pour nous, il est celui qui est toujours prêt à venir brillamment exposer les faits et les enjeux, à nous aider à avancer dans la défense des droits des Palestiniens à leur terre.

Lorsqu'on écoutait le discours d'Ilan, serré, fourmillant de précisions, où chaque mot portait, improvisé et énoncé sur un ton enthousiaste dans une très belle langue, tout prenait des allures d'évidence ... Quel vide ! ... mais il reste la revue qu'il a cofondée : la Revue d'études palestiniennes et ses ouvrages<sup>1</sup>. ■

Claire SERRE-MOULIN

1. Bibliographie :  
- Revue d'études palestiniennes (publiée de 1981 à 2008).  
- La traversée (sous le nom d'Alain Albert), Le Seuil, 1965  
- Sous Israël, la Palestine, Le Sycomore, 1978  
- Question juive, la tribu, la loi, l'espace, Minuit, 1981  
- Face à la guerre : Lettre de Ramallah, Actes Sud, 2003  
- Allers-Retours, Flammarion, 2005

## UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE ET NECESSAIRE

Chômage, précarité, exclusion et pauvreté, inégalités femmes/hommes, guerres... Le Monde est à transformer. La mondialisation capitaliste marginalise des millions de personnes et met en péril l'équilibre écologique de la planète. Nous voulons un autre Monde. Il se construit de mobilisations en forum sociaux. Nous affirmons qu'il est possible de construire une gauche alternative pour une société solidaire, féministe, écologiste et autogestionnaire.

### ★ ROUGES

Les Alternatifs agissent pour un nouveau projet d'émancipation sociale; un projet autogestionnaire qui prenne en compte le meilleur des aspirations sociales, féministes et écologistes; un projet pour l'égalité et contre toutes les discriminations, contre toutes les dominations, le racisme, l'homophobie. Contre le capitalisme ultra-libéral et autoritaire qui détruit les acquis sociaux et marchandise nos existences, nous défendons pour toutes et tous le droit à un revenu permettant une vie épanouissante, le droit au logement, à la santé, à l'éducation et à la culture.

Face à l'offensive libérale planétaire, il faut un changement radical et profond: Une révolution. Pas un "grand soir", mais une révolution longue s'enrichissant des mobilisations sociales, d'expériences, de critiques, de débats avec le plus grand nombre (individus, syndicats, associations, formations politiques). Les Alternatifs sont partisans de la convergence des luttes et internationalistes. C'est à l'échelle de l'Europe et du Monde, particulièrement avec le Sud, qu'il faut agir et penser le changement de société et l'émancipation humaine.



## AUTOGESTIONNAIRES

La transformation radicale de la société nécessite la mobilisation, l'engagement de toutes et tous, une démocratie active:

Dans le champ économique : nouveaux droits pour les travailleurs; remise en cause des hiérarchies; développement du contrôle des salariés sur la marche des entreprises et la finalité de la production; appropriation sociale: Nous sommes favorables à la reprise ou à la création autogestionnaire des entreprises par leurs salariés.

Nous voulons défendre les services publics pour les transformer, et les transformer pour les défendre, notamment

en développant le droit de contrôle et d'intervention des salariés et usagers. Il y a urgence pour les quartiers populaires et les zones rurales.

Dans le champ politique : développement de la démocratie directe (assemblées citoyennes, budgets participatifs, référendums d'initiative populaire...); contrôle et révocabilité des élu(e)s par les citoyen(ne)s; droit de vote et d'éligibilité pour les résidents étrangers à toutes les élections..

Pour une Europe sociale, écologique et démocratique; pour des institutions internationales au service des Peuples.



### VERTS

Nous n'avons pas le culte d'une nature idéalisée, mais nous dénonçons la logique du profit et du

productivisme. La crise écologique est là avec les perturbations climatiques. Les ressources naturelles ne sont pas infinies. L'alter-développement est notre réponse pour le futur: Agriculture paysanne et autonomie alimentaire; refus du pillage des ressources naturelles; aménagement équilibré des territoires et relocalisation des activités; abandon du nucléaire; politique globale d'économies d'énergie et de recours aux énergies renouvelables; utilité sociale plutôt que règne de la marchandise.

L'écologie est une dimension essentielle de notre projet d'émancipation; un projet à l'échelle de la planète.



### ♀ FEMINISTES

Il n'y aura pas de véritable démocratie, ici ou ailleurs tant que les femmes auront un statut mineur.

Les Alternatifs combattent pour l'émancipation de toutes et tous, pour la conquête de droits fondamentaux. Pour une égalité réelle entre femmes et hommes: Politique, avec une parité effective; sociale et professionnelle, contre la précarisation, le temps partiel imposé et les inégalités salariales; dans la sphère privée. Pour une éducation libérée de ses modèles sexistes, le libre accès à la contraception et à l'avortement, contre la marchandisation des corps et les violences faites aux femmes. Pour des structures d'accueil de la petite enfance. Pour un changement de regard sur l'éducation des enfants et le développement de structures d'accueil adaptées aux besoins des parents

## PAS D'AUTRE POLITIQUE SANS POLITIQUE AUTREMENT

Crise de la représentation politique, crise de l'engagement, replis sur soi... Il est urgent de faire de la politique autrement. Nos exigences autogestionnaires s'appliquent à nos modes de fonctionnement: L'adhérent-e n'est ni un petit soldat ni un carriériste. Il dispose d'une large autonomie d'action et de possibilités d'intervention garanties par nos statuts.

Notre mouvement est un lieu de coordination et d'échanges, d'implication dans les luttes, d'élaboration collective et de débats. Les

responsables nationaux sont des bénévoles, mandatés par la coordination des groupes locaux. Ils appliquent les décisions prises par celle-ci.

Les Alternatifs sont une formation politique ouverte et unitaire. Pour eux, luttes sociales et action politique doivent converger sur

un pied d'égalité. Ils sont prêts à s'engager dans les institutions si cet engagement contribue à la transformation de la société, mais ils refusent les dérives gestionnaires et la politique-spectacle. L'action collective, la construction d'un projet d'émancipation sont primordiaux.

Rouges, verts, féministes, autogestionnaires, actifs dans les Forums Sociaux, nous sommes partie prenante du mouvement altermondialiste.